

Requête d'assistance judiciaire

en procédure devant
la Commission de recours du canton de Berne
contre les mesures LCR
pour

Requérant / requérante	
Nom	
Prénom	
Adresse	
Date de naissance	
Profession / employeur	
Caisse-maladie	

Epoux / épouse ¹	
Nom	
Prénom	
Adresse	
Date de naissance	
Profession / employeur	



Personnes vivant en ménage commun (en particulier enfants, concubin/e, membres de la famille)				
Nom	Prénom	Date de naissance	Profession	Degré de parenté

Protection juridique par des tiers (assurance privée de protection juridique, protection juridique par l'assurance-maladie, association professionnelle, syndicat, etc.)	
	Pièces justificatives
Disposez-vous d'une protection juridique par des tiers, en particulier une assurance de protection juridique? oui non	Attestation d'octroi ou de refus de la protection juridique
Si oui, par qui?	
Dans quelle mesure?	

¹ Le partenariat enregistré est assimilé au mariage

Ressources				
	Par année	Par mois	Pièces justificatives	Remarques
Revenus du travail du/de la requérant/e (net y compris 13 ^e salaire et éventuels revenus accessoires)			certificats de salaire (année précédente) décomptes de salaire (3 derniers mois)	
Revenus du travail de l'époux/de l'épouse (net y compris 13 ^e salaire et éventuels revenus accessoires)			certificats de salaire (année précédente) décomptes de salaire (3 derniers mois)	
Autres allocations perçues par le/la requérant/e et l'époux/l'épouse non comprises dans le certificat de salaire, p. ex.: - gratifications - allocations pour enfants/familiales/de formation			attestations de paiement	
Rentes/indemnités journalières AVS/AI/LPP/LAA/ass.-chômage/ass.-maladie du/de la requérant/e			attestations de paiement attestations	
Rentes/indemnités journalières AVS/AI/LPP/LAA/ass.-chômage/ass.-maladie de l'époux/de l'épouse			attestations de paiement attestations	
Prestations complémentaires du/de la requérant/e et de l'époux/de l'épouse			dernière décision	
Autres prestations pécuniaires ou en nature perçues par le/la requérant/e, par l'époux/l'épouse et par les enfants (p. ex. subsides de formation, repas, logement, réductions de frais de transport, APG et allocations de maternité)			
Contributions d'entretien (requérant/e, époux/épouse, enfants)			jugement/convention de séparation (extrait)	
Revenus des enfants mineurs et majeurs vivant en ménage commun avec le requérant/la requérante			
Revenus de la fortune (provenant de l'épargne, de placements en capitaux, de titres, d'immeubles, etc.)			
Autres revenus (du requérant/de la requérante et de l'époux/de l'épouse)			
Aide sociale oui non Si oui, depuis quand?			budget actuel d'aide sociale	
Saisies de salaire en cours oui non			décision de saisie	
Total des ressources				

Dépenses				
	Par année	Par mois	Pièces justificatives	Remarques
Montant de base requé- rant/e (et époux/épouse)			Personne seule:	CHF 1'200.--
Montant de base enfant de moins de 10 ans			Personne seule avec enfant:	CHF 1'350.--
Montant de base enfant de plus de 10 ans			Couple/couple avec enfants/ partenariat enregistré	CHF 1'700.--
Supplément (30% du mon- tant de base)			par enfant de moins de 10 ans	CHF 400.--
			par enfant de plus de 10 ans	CHF 600.--
Cotisations aux assurances sociales non encore dé- duites du salaire			
Loyer y compris les charges / intérêts hypothécaires et frais liés à l'immeuble en cas de propriété du loge- ment			contrat de bail extraits bancaires con- cernant l'intérêt hypo- thécaire	
Frais professionnels néces- saires (frais de transport, repas, frais de formation) du requérant/de la requérante			
Frais professionnels néces- saires (frais de transport, repas, frais de formation) de l'époux/de l'épouse et des enfants			
Primes d'assurance- maladie LAMal (moins les subsidés de réduction des primes) du requérant/de la requérante, de l'époux/de l'épouse et des enfants			police(s) d'assurance facture(s) de primes dernière déci- sion/communication de réduction des primes	
Frais médicaux extraordi- naires non pris en charge par une assurance (requé- rant/e, époux/épouse et enfants)			
Contributions d'entretien			jugement/convention de séparation (extrait)	
Impôts			dernière déclaration d'impôts dernière taxation fiscale dernière facture avec justificatif convention de paiement échelonné	
Autres frais (p. ex. maman de jour, crèche, frais sco- laires des enfants, etc.)			
Total des dépenses				

Fortune requérant/requérante/époux/épouse			
	Montant	Pièces justificatives	Remarques
Immeubles (valeur d'assurance)		police d'assurance immobilière	
Compte courant/compte d'épargne/placements en capitaux etc.		extraits bancaires	
Parts dans des successions non partagées		dernière taxation fiscale dernière déclaration d'impôts	
Valeur de rachat d'assurances-vie		
Biens mobiliers et autres objets de valeur, pièces de collection (valeur d'assurance)		
Véhicules (valeur vénale actuelle)		copie permis de circulation	
Fortune commerciale		
Autres créances/valeurs patrimoniales		
Total de la fortune			

Dettes requérant/requérante/époux/épouse			
	Montant	Pièces justificatives	Remarques
Dettes hypothécaires actuelles		extrait actuel de la dette hypothécaire	
Dettes privées		contrat de petit crédit contrat de prêt	
Dettes fiscales		
Dettes commerciales		
Autres dettes		
Total des dettes			

Remarques:

Obligation de collaborer et conséquences de sa violation

La requête doit être remplie dans son intégralité et conformément à la vérité. Les indications qui y figurent doivent être établies au moyen de pièces justificatives et de documents qu'il convient de joindre en copie. La circulaire n° 1 de la Section civile de la Cour suprême et du Tribunal administratif du canton de Berne sur l'établissement et la preuve de l'indigence contient d'autres informations utiles (www.justice.be.ch).

La production d'une requête incomplète ou ne contenant pas les pièces justificatives et les documents nécessaires peut avoir comme conséquence l'irrecevabilité ou le rejet de celle-ci.

Fournir de fausses indications ainsi que cacher des éléments de revenu ou de fortune peuvent entraîner le retrait immédiat de l'assistance judiciaire et l'obligation de restituer les montants déjà alloués à ce titre. En cas d'indices d'un comportement pénalement répréhensible, le dossier peut être transmis aux autorités de poursuite pénale.

J'ai pris connaissance de ces indications et confirme avoir fourni conformément à la vérité et de façon complète toutes les informations requises.

Lieu: Date:

Signature: